



PLANÈTE | CHRONIQUE

PAR STÉPHANE FOUCART

Un été meurtrier

Les « pierres de la faim » sont le nom parfois donné, dans le monde germanique, aux rochers qui apparaissent sur les berges des fleuves en cas d'étiage sévère. Le retrait des eaux offre alors au regard ces avertissements, gravés dans la roche, rappelant que, pendant de nombreux siècles, la sécheresse fut sœur de la famine. L'agence Associated Press rapporte que, le long de l'Elbe, une dizaine de telles « pierres de la faim » sont réapparues ces dernières semaines, tant le niveau du fleuve est bas. L'une d'elles, datée de l'an 1616, indique, en allemand : « *Pleurez si vous me voyez.* »

S'il faut pleurer, ce n'est pas tant pour déplorer la sécheresse qui frappe l'Allemagne et une grande partie de l'Europe, mais plutôt devant cette réalité : l'été 2018 restera comme un moment de profond paradoxe, entre la manifestation, dans toute leur ampleur et leur brutalité, des catastrophes liées au dérèglement climatique et l'extinction de facto de toute réelle volonté politique de lutter contre lui. La démission fracassante de Nicolas Hulot, fin août, est venue en quelque sorte cristalliser le grand hiatus de cet été meurtrier.

Ce fut un long train de catastrophes. Début juillet, des précipitations historiques s'abattent sur le Japon, générant des inondations et des coulées de boue inédites, conduisant le gouvernement à anticiper l'évacuation de 2 millions de personnes. Bilan : près de 230 morts. A peine une semaine plus tard, la Grèce affronte les incendies les plus meurtriers et les plus destructeurs de son histoire récente. A peu près au même moment, la Norvège et la Suède font face à une canicule et à une sécheresse inédites et comptent plusieurs dizaines de feux de forêt, dont plusieurs au-delà du cercle polaire. Le 20 juillet, il faisait 33 °C à l'extrême nord de la Scandinavie ; deux semaines auparavant, le mercure affichait 51,3 °C à Ouargla, en Algérie.

Incendies record en Californie, vague de chaleur meurtrière au Canada, arrêt de centrales nucléaires en France pour cause de fleuves trop chauds, déplacement d'un million de personnes dans le Kerala, en Inde, après une mousson inhabituellement sévère, et plus de 1200 morts dans le sous-continent... Aucune métrique ne peut rendre compte de l'accablant du monde face à cette succession de désastres, tous favorisés ou aggravés par le réchauffement. Aussi phénoménale soit-elle, l'anomalie de la température estivale n'en est qu'un faible écho. La température moyenne européenne a été de 2,3 °C plus élevée, entre mai et juillet, que la moyenne du XX^e siècle sur cette même période. En 2003, l'anomalie sur ces trois mois n'avait été « que » de 1,78 °C.

Pour saisir le tableau dans toute sa noirceur, il faut avoir quatre faits simples à l'esprit. Le premier est que, malgré le caractère extravagant de cette succession de calamités, nous n'en sommes aujourd'hui qu'à 1 °C de réchauffement moyen, par rapport à l'ère

LA SAISON ESTIVALE FUT UN LONG TRAIN DE CATASTROPHES, TOUTES FAVORISÉES OU AGGRAVÉES PAR LE RÉCHAUFFEMENT

préindustrielle. Le deuxième est que chaque degré supplémentaire produira plus de dégâts que le degré précédent. Le troisième est que les engagements en vigueur de l'accord de Paris nous emmènent vers un réchauffement de 3 °C environ. Le quatrième, enfin, est qu'une catastrophe d'une plus grande magnitude encore semble sur les rails, puisque ces engagements, aussi insuffisants soient-ils, ne sont même pas en voie d'être respectés.

Déclaration d'impuissance

Si le système financier s'acheminait vers une catastrophe aussi certaine et prévisible, et de l'ampleur de celle qui menace le monde physique, il ne fait aucun doute que les dirigeants de la planète se réuniraient séance tenante et ne sortiraient de leur conclave qu'une fois arrêté un plan de réponse à la situation. Ici, rien de tel – à part de tonitruantes déclarations dont la force est toujours inversement proportionnelle à celle des actions qui en découlent.

Cet été, en pleine canicule, Nicolas Hulot a dérogé à cette règle, ne faisant montre d'aucun volontarisme de pacotille. Interrogé le 7 août par Europe 1 sur le sujet, il a simplement déclaré : « *Il faut que chacun se tourne vers sa propre responsabilité.* » Il suffit de relire cette déclaration d'impuissance et d'amertume pour comprendre rétrospectivement que le départ du ministre de la transition écologique et solidaire était alors déjà inévitable.

Ce n'est bien évidemment pas la présence d'un lobbyiste à une réunion tenue à l'Élysée sur la chasse qui est la cause du départ de M. Hulot. C'est un problème bien plus profond qui travaille la démocratie de marché occidentale : l'État y est tout entier dévolu à favoriser la croissance, et la société dans son ensemble attend de ses dirigeants qu'ils prennent les mesures nécessaires à l'élévation de cet indicateur.

Celui-ci est placé hors du jeu démocratique, en surplomb de toutes les grandes formations politiques. Ainsi, les adversaires politiques de M. Macron, qui fustigent aujourd'hui son double discours sur le climat et l'environnement, lui feront bientôt, et avec la même vigueur, le procès inverse, celui de la croissance molle. Rappelons que, sous sa forme actuelle, la croissance implique l'intensification des flux de matière et d'énergie, qui sont les moteurs du réchauffement. Tous les grands médias sont, d'ailleurs, également frappés par cette forme de dissonance cognitive : on déplore un jour le réchauffement galopant, pour saluer le lendemain les bonnes ventes d'Airbus.

Etre, à la fois, femme ou homme de conviction et ministre de l'environnement est aujourd'hui simplement impossible. La démocratie de marché occidentale est encore loin d'accepter ses parts d'ombre ; sans doute faudra-t-il attendre pour cela que la sécheresse redevienne, dans les pays du Nord, une question aussi vitale qu'au temps de ces « pierres de la faim », réapparues ces jours-ci sur les bords de l'Elbe. ■

**ÊTRE, À LA FOIS,
FEMME OU HOMME
DE CONVICTION
ET MINISTRE DE
L'ENVIRONNEMENT
EST AUJOURD'HUI
IMPOSSIBLE**